

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
13 janvier 2011
n° 2161
1,30 €

MAE Aurore Martin
réaction d'ELB

ETA

Cessez-le-feu
permanent
général
et vérifiable

bielcan
jorro

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



2011-2020, décennie de combat

2011, commencement d'une décennie toute neuve dans un monde bien malade. Dix années de déceptions immenses s'achèvent, qui ont vu les feux d'artifices accueillant le nouveau millénaire et ses espoirs de fraternité se disperser dans le ciel noir des fumées du 11 Septembre. Menace terroriste aidant, l'Occident s'est engagé depuis 2001, sur une voie sécuritaire et répressive, altérant les libertés, bafouant les droits, muselant les oppositions. Pas à pas, insidieusement, l'idéal germé des cendres de la seconde guerre mondiale, la foi en un avenir meilleur garanti par les Droits de l'Homme ont été écornés, abaissés.

En Pays Basque, une décennie de fer se termine. L'impérieuse «*lutte antiterroriste*» a ouvert la voie à une puissante chasse aux sorcières contre l'ensemble du monde abertzale. Tous les garde-fous ont été franchis, aucun moyen n'a été exclu pour tenter d'éradiquer la dissidence basque. Cela fut aussi rendu possible grâce à la persistance d'une organisation clandestine totalement discréditée qui s'est obstinée à refuser son appartenance au passé.

Mais, le tournant de la décennie à laissé entrevoir quelques lueurs que nous espérons devenir lumière au dessus de nos montagnes. En témoignent, les immenses élans de solidarité qui parcourent notre société. Solidarité envers Laborantza Ganbara, qui fait du projet agricole basque, la caisse de résonance de ceux qui combattent le règne du profit. Solidarité envers Aurore Martin qui, dans sa solitude de militante recherchée, émeut et indigné l'ensemble de la classe politique, par delà les étiquettes. Solidarité encore, dans les rues de Bilbao, envers les centaines de prisonniers politiques basques qui subissent avec leurs proches, l'un des régimes carcéraux les plus durs d'Europe.

2011 doit absolument devenir l'année de sortie du tunnel, l'année où la voix abertzale, débarrassée du brouillage occasionné par le bruit des bombes, pourra enfin se faire comprendre. En cela, la décision d'ETA du 10 janvier de «*déclarer un cessez-le-feu permanent et de*

caractère général qui puisse être vérifié par la communauté internationale» et son «*engagement ferme en faveur d'un processus de solution définitive et de la fin de la confrontation armée*» est une nouvelle historique plus que réjouissante. Deuxième pas immense effectué depuis septembre. Et déjà, le troisième est espéré avec fébrilité. Car le texte laisse encore planer un doute. ETA n'a toujours pas intégré un fait fondamental: c'est le monde abertzale qui attend avec impatience l'arrêt de la lutte armée, pas le gouvernement espagnol! Il est donc bien inutile de compter sur des gestes de Madrid en retour...

Quoi qu'il en soit, c'est libérés de ce terrible fardeau, que nous, abertzale, aurons alors à prouver que le problème posé n'est pas celui du terrorisme, comme les gouvernements l'ont fait croire. Que c'est une lutte pour l'égalité des droits que nous menons ici. Le droit de pouvoir vivre et travailler en euskara, langue marginalisée au nom d'on ne sait quelle supériorité du français ou du castillan. Le droit de décider de notre mode de gouvernement, de nos modèles de développement. Le droit d'être reconnus en tant que peuple parmi les autres peuples. Pour agir, n'ayons pas peur de nous réclamer de ce patrimoine universel abimé, l'idéal des Lumières porteur de tolérance, de savoir et de respect, auquel tant de dirigeants tourment désormais le dos. Car, brandissant ces principes, nous rallierons à notre cause le nombre infini des personnes pour qui ces valeurs ont encore du sens. Nous créerons de nouvelles solidarités, renforcerons notre légitimité. Nous appuyant sur le credo «*penser global, agir local*», nous nous placerons résolument aux côtés de ceux qui luttent debout, pied à pied, contre les forces de la régression qui, profitant d'une crise mondiale multiforme, sont à l'œuvre aujourd'hui.

Les atteintes historiques et répétées à nos droits et nos libertés nous ont rendus hypersensibles aux injustices, naturellement solidaires des faibles. Faisons de nos blessures d'hier la marque de la lutte pour le camp du progrès et de la dignité des hommes. Franchissons le pas et dès cette année, engageons nos forces dans une décennie de combat!

Gureak izanen dira !

ONDOKO martxoaren 20 eta 27an, azken kontseilari orokorrak hautatu beharko ditugu. Hiru urterentzat. Hiru urte, ondotik lurralde kontseilariak dutelako bai departamendua, bai eskualdea, kudeatuko. Alderdi politiko guztiak lanean abiatuak ditugu eta zenbait hautagaien izenak ezagutzerat emanak izan dira. Sozialistena duela zenbait aste, UMPkoena joan den astean, prentsaurrekoak hasiak dira eta naski segituko dute urtarrileko hilabete guzian. EHBai, abertzale koalizioako hautagaiak ezagutuak izan behar lukete bi aste barne. Eta ondotik bi hilabeteko kanpaina. Jean Grenet, Max Brisson eta Daniel Poulouk, beren joan den aste-ko UMP hautagaien agerraldian, ongi laburbildu dute antonal hauteskunde hauen haria: «*Erronka handia izanen da bozketa hori, ezker eta eskuineko alderdien artean parekotasun handia delako, eta Kontseilu Nagusia sortu zenetik eskuinak boterea galtzeko arriskua duelako*». Bai arrazoi dute. Erronka handia izanen da. Erronka sozialista eta eskuintiaren artean, baita ere erronka abertzaleentzat. Utz ditzagun Maitia, Lasserre eta Brisson jaunak, beren borroketan, beren kontakaketan, beren arteko erronketan. Neurtu dezagun bakarrik zoin heinetaraino hauteskunde hauek gureak izaiten ahal diren. Buruak berotu gabe, lotsatu gabe, beti danik izanak girenak izanez... Ez da dudarik, berri- tuak izanen diren hamar euskal kantonamendu horietan, gehienetan, abertzaleak izanen direla bigarren itzuliko gakoak. Ez da

nehor harrituko. Ez da dudarik ere, duela hiru urte bezala gertatzen badira gauzak, abertzaleek dutela alde batera edo bestera uzkaitez ahalko parlamentuko gehiengoa. Eta buruzagitza denbora berean. Beren bilanean, gure eskuindar hirukoteak ahantzia bezala zuten nola lortu zuten departamenduko lehen-dakaritza duela hiru urte. Adinaren benefizioan eta abertzale baten laguntzarekin. Ahantzia bezala bakarrik. Ez zuten naski besterik buruetan. Eta mezu subliminal bat pasatu nahi zuten. Aipu zituzten Pirinio Atlantiko departamenduren berezitasunak, aniztasuna, biarnes lehendakari baten ukaiteko arriskua, biarnes eta euskaldunen arteko lortu oreka galtzeko posibilitatea... sozialistak pasatzen badira. Ez da dudarik buruetan zute- la eta mezua euskaldunei zabaldua zitzaie. Frantxoa Maitiak ez du besterik egin Euskal Herriko Kazetako elkarrizketan, Oztibarre/Iholdi kantonamenduko EHBaieko hautagaia den Daniel Olcomendiri ekarriz bere sostengua. Denbora berean Garazin beharko ditu guregandik zenbait boz eta nehor ez daki zer gertatzen ahal den Iholdiko kantonamendu horretan. Iduri luke, bai eskuinetik, bai ezkerretik, begi politik egiten hasiak direla. Jaso behar dugu hauteskunde hauen desafioa. Jaso behar dugu EHBai koalizioaren hautua, abertzaleen arteko elkarlanaren erronka. Jaso behar dugu Iparraldearen eraikitzearen erronka. Hori baita gure helburu bakarra. Eta hautes- kunde hauek gureak izaiten ahalko dira.



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

La «révolution démocratique et anticapitaliste» en Islande n'aura pas lieu

● Michaël Alcibar

UN bruit court en ce moment comme quoi une «révolution démocratique et anticapitaliste» aurait lieu ou aurait eu lieu en Islande. Or, aucune information n'a filtré ni dans les médias, ni sur le web. Néanmoins, il paraît intéressant de prendre quelques minutes, dans tout le raffut médiatique généré par l'annonce d'ETA, pour parler de ce fait car même s'il est imaginé ou romancé, il est symptomatique d'une société moderne qui a besoin de se renouveler et représentatif d'un idéal qu'un certain nombre d'entre nous défendons.

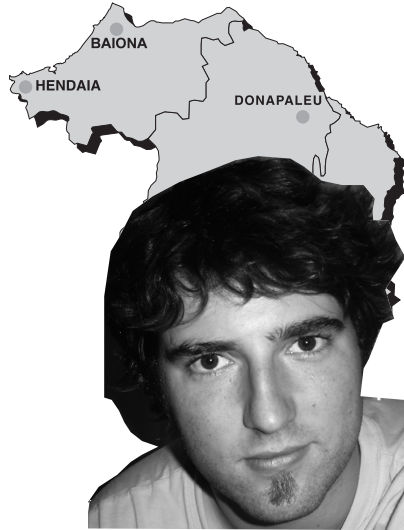
Quand l'Islande «réinvente» un projet de société...

Selon certains échos, entre 2008 et 2010, le peuple islandais aurait chassé la droite du pouvoir en assiégeant de manière pacifique le palais présidentiel, la gauche «libérale» qui aurait aimé se substituer au gouvernement en place aurait également été désavouée par anticipation car pour le peuple il semblait évident qu'elle entendait mener la même politique que la droite, un référendum aurait été imposé pour déterminer s'il fallait rembourser ou non les banques capitalistes qui ont plongé l'Islande dans une crise socio-économique, une victoire à 93% du oui aurait imposé le non-remboursement des banques, une nationalisation de ces mêmes banques, et, summum de ce processus «révolutionnaire»: l'élection d'une Assemblée constituante le 27 novembre 2010, chargée d'écrire de nouvelles lois fondamentales qui traduiront dorénavant la révolte populaire de cette fin d'année 2010 contre le capitalisme, et les aspirations du peuple islandais à se construire dans une autre société.

Même si la nature révolutionnaire de ce récit est attrayante et revêt un certain romantisme, il paraît tout de même difficile que tels événements aient pu avoir lieu, tout en passant inaperçus dans notre société de communication. Tout comme il paraît difficile de penser qu'un complot mondial ait été mis en place pour étouffer l'affaire et pour ne pas réveiller les consciences revendicatives.

Une réalité politique plus nuancée

En revanche, ce qui est sûr c'est que l'Islande a connu un certain nombre de changements assez spectaculaires, à commencer par la nationalisation des trois principales banques (Kaupthing, Glitnir et Landsbanki), suivie de la démission du gouvernement de droite sous la pression populaire. Les élections législatives de 2009 ont amené au pouvoir une coalition de gauche formée de l'Alliance (groupement de partis composé des sociaux-démocrates, de féministes et d'ex-communistes) et du Mouvement des Verts de gauche. C'est une première pour l'Islande, pays traditionnellement gouverné par le centre droit, tout comme la nomination d'une femme, Johanna Sigurdardottir, au poste de Première ministre.



De plus, dans le programme de l'Alliance arrivée au pouvoir, il était question d'une réforme de la Constitution, notamment pour redéfinir les pouvoirs du président de la République. Une Assemblée constituante, composée de 25 personnes, a été élue le 27 novembre 2010. N'importe qui pouvait se présenter à cette élection. Plus de 520 candidat(e)s l'ont fait venant de tous horizons. Les élu(e)s sont des universitaires, des juristes, des journalistes; on compte aussi un syndicaliste, un agriculteur, un pasteur, un metteur en scène... Même si la réalité politique de cette «révolution démocratique et anticapitaliste» est très nuancée politiquement parlant et beaucoup moins révolutionnaire qu'il n'y paraît, les changements connus par l'Islande ne sont pas des moindres et devraient nous servir de leçon.

Des changements à méditer

Il est évident que la «révolution démocratique et anticapitaliste» islandaise n'a pas eu lieu dans les termes révolutionnaires par lesquels certain(e)s l'ont décrite, il n'en reste pas moins que les changements politiques obtenus sont encourageants. Du haut de ces 320.000 habitants l'Islande montre la voie. En Europe, si les crises économiques et sociales avaient pour conséquence l'éviction des gouvernements de droite et de gauche «libérale» que nous connaissons, nous serions dans des avancées politiques considérables.

Alors que gronde au sein de l'Europe toute entière la colère d'une société asphyxiée par des réformes sociales, par une conjoncture économique difficile et par les effets néfastes du capitalisme, l'Islande nous donne l'exemple d'une réaction sociétale et politique vers la construction d'un autre modèle de société. Il nous appartient à nous aussi d'aller à la reconquête démocratique et populaire du pouvoir afin de le remettre au service du peuple.

La «révolution démocratique et anticapitaliste» en Islande n'a pas eu lieu car la société islandaise a su réagir. En revanche, chez nous tout reste à faire... peut-être même la révolution!

●●● et attristé du décès de Pete Postlethwaite immense interprète de Giuseppe Conlon (le père) dans *In the name of the father* et Dany (le chef de fanfare) dans *Brassed off*. Un virtuose est mort.

●●● pas tant que ça de la promotion de Fadela Amara, virée lors du dernier remaniement, à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). Ni Pute Ni Soumise, elle ne monnaie sans doute pas ses charmes, mais son soutien à Sarkozy n'est pas gratuit.

●●● qu'Eric Woerth se défende du bradage de l'hippodrome de Compiègne à la Société des courses en affirmant que c'est le premier ministre qui a tranché et que lui-même n'a consacré que six minutes à ce dossier. Voilà un ministre qui sait mener les affaires au pas de course.

●●● pas tant que ça que mettre le feu aux voitures soit l'un des sports favoris des Français: plus de 40.000 voitures brûlées en 2010, dont un bon millier dans la nuit du Nouvel an. Vivement qu'il y ait une coupe du monde de cette discipline, car là au moins, les Français brilleraient de (quarante) mille feux.

●●● que la Chambre régionale des comptes du Limousin épingle la Corrèze, département le plus endetté de France et notamment le gouffre financier du musée de Jacques Chirac, installé depuis 2000 à Sarran (200.000€ de recettes pour 1,7 millions de dépenses). Pour faire des économies, ils auraient dû installer les bibelots à Chirac dans un gouffre déjà existant à quelques kilomètres de là: Padirac.

●●● et réjoui de l'analyse juridique publiée dans *Sud Ouest* par Jean-René Etchegaray, avocat, et Henri Labayle, professeur de droit, tous deux adjoints de Grenet, pour critiquer la validation du MAE d'Aurore Martin. Etonnant quand on sait que Labayle est dans le camp du gouvernement.



Cessez-le-feu permanent, général et vérifiable

Le communiqué était attendu avec une certaine impatience, pour ne pas dire une impatience certaine, en Euskal Herria. Il porte la date du 8 janvier 2011 et a été publié lundi 10 sur le site de Gara et celui d'El País: "ETA a décidé de déclarer un cessez-le-feu permanent et de caractère général qui puisse être vérifié par la communauté internationale".

Certes le communiqué n'annonce pas l'abandon définitif et unilatéral de la lutte armée, comme l'exigeait l'Accord de Gernika. C'est tout de même une avancée pour Euskal Herria. En revanche, c'est une mauvaise nouvelle pour Zapatero et Rubalcaba qui voient s'affaiblir le prétexte de la répression tous azimuts qu'ils exercent sur tout ce qui touche de près ou de loin à la mouvance Batasuna ou, plus largement, ceux qui revendiquent l'autodétermination d'Euskadi. Les déclarations de Rubalcaba (lire ci-contre) ne rassureront pas ceux qui attendent un geste du gouvernement de Madrid en faveur de la résolution du conflit.

Dans une vidéo transmise le 5 septembre à la BBC, l'organisation clandestine avait indiqué qu'elle "ne mènerait plus d'actions offensives armées", ajoutant avoir pris cette décision "il y a plusieurs mois". Deux semai-

nes plus tard, ETA s'était dit prêt à dialoguer avec des médiateurs internationaux puis s'était déclaré, dans une interview à Gara, "disposé" à observer un cessez-le-feu permanent, et "même à aller plus loin".

«ETA poursuivra sans faiblir sa lutte et ses efforts pour impulser et mener à terme le processus démocratique, jusqu'à l'obtention d'une véritable situation démocratique en Pays Basque». C'est par cette phrase, au contenu quelque peu sibyllin, que s'achève le communiqué de lundi. Elle laisse entendre qu'ETA revendique un rôle déterminant comme interlocuteur dans le débat politique sur l'avenir d'Euskal Herria. Rôle dont précisément le gouvernement espagnol ne veut pas entendre parler, exigeant le dépôt définitif et sans condition des armes.

Il n'est pas certain non plus que les partis abertzale, notamment ceux qui pointent depuis longtemps l'inutilité de la lutte armée, voient d'un bon œil cette volonté d'ETA de s'arroger une sorte de leadership politique. En démocratie, la légitimité politique découle des urnes et non de l'action clandestine armée, quels qu'aient été ses mérites lors des sombres périodes dictatoriales. C'est pour cela que la légalisation de Batasuna est indispensable au débat démocratique post-lutte armée.

ETAren ad

ETAk, nazio askapenerako euskal erakunde sozialista iraultzaileak, adierazpen honen bidez bere erabakiaren berri eman nahi dio Euskal Herriari:

Azken hilabeteotan, Bruselatik Gernikara, mundu mailako izen handiko pertsonalitateek eta euskal eragile politiko eta sozial andanak, mendeetako gatazkari konponbide justu eta demokratikoa ematearen beharra nabarmendu dute. ETAk bat egiten du. Konponbidea elkarrizketa eta negoziazioa lanabes eta euskal herritarren borondatea iparrorraz duen prozesu demokratikoaren bidez etorriko da.

● Prozesu demokratikoak ukazio egoera eta eskubide urraketa oro gainditu behar du eta gatazka politikoaren muinean dauden lurraldetasuna eta autodeterminazioaren gakoak erantzun behar die.

● Euskal eragile politiko eta sozialei dagokie Euskal Herria eta erabakitze eskubidearen aitortzaren formulazioa adosteko akordioak erdieste, proiektu politiko guztiak ahalezko egin, independentzia barne.

● Prozesuaren buruan, euskal herritarrek beren etorkizuna inolako muga eta esku-sartzerik gabe hautatzeko hitza eta erabakia izan behar dute.

● Alde orok, erdietsiko diren akordioak eta eus-

Réaction...

... du gouvernement

C'EST une très brève apparition que le vice-président, ministre de l'intérieur et porte-parole du gouvernement espagnol a faite devant les médias lundi après-midi pour donner la position de l'exécutif après le communiqué d'ETA. Insuffisant a décrété Rubalcaba. «Ce n'est pas une nouvelle. Ce n'est pas une mauvaise nouvelle, mais ce n'est pas LA nouvelle». Pour le gouvernement de Zapatero, ce communiqué d'ETA est de la même veine que les précédents.

«Je redis encore une fois que le gouvernement rejette catégoriquement toute vérification internationale. Dans un Etat de droit, il appartient aux forces de l'ordre de procéder à une telle vérification» a ajouté Rubalcaba refusant toute légitimité à de possibles médiateurs étrangers.

On se souvient que le gouvernement de Zapatero n'avait pas fait d'intervention devant la presse après le communiqué du 5 septembre 2010 par lequel ETA annonçait renoncer aux actions offensives. Cette fois, le gouvernement a jugé préférable d'intervenir directement. Mais l'intervention a été brève et Rubalcaba a refu-



XAVIER RENO, LES DÉSOBÉISSANTS (DESOBEIR.NET)

La non-violence active

Pour agir de manière directe, là où ça se passe, là où le problème se pose, pour tenter d'avoir une influence immédiate sur lui



Xavier Renou animant une formation à l'action non-violente auprès de militants de Bizi!

A 10 jours du Week-End de formation à l'action non-violente organisée par Bizi! et la Fondation Manu Robles-Arangiz, *Alda!* publie l'interview de Xavier Renou, des Désobeissants, qui animera ce stage de deux jours à Ustaritz.

Agir de manière directe là où ça se passe
La non-violence active est une façon de lutter sur le terrain politique, de manière offensive et éventuellement directe, mais sans recourir à la violence. Agir de manière directe, cela signifie agir nous-mêmes, sans toujours attendre après des élus, et agir directement là où ça se pas-

se, là où le problème se pose, pour tenter d'avoir une influence immédiate sur lui, et provoquer la réaction de l'adversaire. L'inverse d'une manifestation ou d'une pétition, que l'adversaire peut choisir d'ignorer et qui ne lui cause aucun tort direct. La non violence active est donc tout le contraire de la passivité !



*"Bortxa ezak ez du sufrikarioa gehitu nahi
sufritzen duen mundu bati!
Sufrikarioa sortzen duten mekanismoen
borrokatzeko hor da!"*

Lutter contre les mécanismes, et non contre telle ou telle personne

Quant à la non-violence, elle est un principe qui consiste à distinguer en nos adversaires les personnes humaines, à respecter, des fonctions sociales, à combattre. Nous luttons contre des mécanismes (le profit, le pouvoir, la domination...) et non contre telle ou telle personne. Sarkozy, par exemple, figure de l'adversité s'il en est, n'est jamais qu'un individu remplaçable par ceux (personnes et mécanismes) qui l'ont mis là où il est. Faire du mal à Sarkozy n'aurait aucun effet sur la société qui l'a produit. Nous ne sommes pas là pour ajouter de la souffrance à un monde de souffrance, mais pour combattre ce qui fabrique la souffrance.





Xavier Renou

Il est de multiples façons de promouvoir la non-violence. On distingue généralement 3 grands domaines.

L'action non-violente

Elle conduit parfois à enfreindre collectivement des lois injustes et s'appelle dans ce cas «*désobéissance civile*».

La résolution non-violente des conflits

La résolution non-violente des conflits, qui tente d'amener du dialogue, du partage et du compromis là où des intérêts, des rancœurs ou des egos s'opposent, au niveau interindividuel (la famille, les collègues de travail) comme à l'intérieur de structures ou de sociétés entières, par exemple après un traumatisme social comme un génocide ou une guerre civile. Cette démarche passe notamment par l'éducation à la non-violence, qui peut commencer au sein de la famille et à l'école, mais peut concerner aussi le monde de l'entreprise.

L'intervention civile de paix

Et finalement, l'intervention civile de paix, qui consiste principalement à limiter les risques d'un conflit, ou leurs conséquences, leur ampleur ou leur élargissement, en développant des systèmes d'intervention (présence-témoignage, escortes ou boucliers humains...), qui contraignent les belligérants à réduire leur violence, et per-

mettent donc, concrètement, de sauver des vies et parfois de redonner une chance à la paix.

Action directe non-violente pour défendre le bien commun

Les désobéissants se sont spécialisés dans l'action non-violente parce que c'est cette forme-là qui nous semblait manquer le plus, au moment où le néolibéralisme s'emploie à reprendre toutes les conquêtes sociales du mouvement ouvrier et du Conseil National de la Résistance.

Nous voyons les luttes reflourir, mais trop souvent les militants se contentent de pétitions ou de manifestations qui pour être des moments importants de visibilité, ne suffisent à l'évidence pas à emporter la victoire contre des adversaires déterminés.

Aussi avons-nous décidé d'initier des stages de formation à l'action directe non-violente ouverts à tous les individus soucieux de défendre le bien commun, à partir de la fin 2006.



"Bortxa gabeko ekintzek, zuzengabeak diren legeak kolektiboki urratzera eramaiten dute, "desobedientzia zibila" izena hartuz."

Ces stages ont très vite attiré de nombreux militants, désireux de découvrir de nouvelles techniques (par exemple comment résister à une évacuation par des policiers), mais aussi de simples citoyens en colère et désireux de se donner des outils de lutte plus efficaces. Sur nos stages, qui durent en général deux jours, on apprend à se mettre au clair avec ses limites, avec sa violence éventuelle, avec le niveau de risque que l'on est prêt à prendre...



Xavier Renou animant une formation à l'action non-violente auprès de militants de Bizi!



AHT, ZUNDAKETA ETA OBREN AURKA, **DESOBEDIENTZIA ZIBILA!**



Bortzkeririk gabeko ekintzari buruzko formakuntza asteburu urtarilaren 22 eta 23an, Uztarizen

"Désobéissants" taldeko Xavier Renoux eta Bizi-ko militante batzuekin.

EGITARRAUA

- 1) Ekintza baten prestaketa: (lokalizatze, gidatze, A eta B egitasmoak, eduki azaltze eta mezua, teknika, juridikoa).
- 2) Eragin-kortasuna xerkatu: helburu argiak, ekintzaren pedagogia
- 3) Ekintza baten segida:
 - koordinaketa, seguritate, jakinarazpena, negoziaketa, ebaluaketa
 - ekintza baten: zeregin desberdinen partekatzea
 - ekintza mota ezberdinak: zerrenda eta etseñplu zehatzak
 - korporatze baten aurkako blokatze eta ihardokitze teknikak, eskalada teknika
 - ekintzan, bere estresa kudeatu
 - ereduak ekintza baten laburbilketa
- 4) Ekintza eta komunikabideak
- 5) Jazarpena:
 - zaindariaren ala polizia-aren baliokortasun kontrako babes teknika
 - gure eskubideak getitufiak garenen?
 - atxiloketa
 - kriminaldegiako deialdia

Ikastaldi biziki zehatza, teoria eta praktika aldizkatzu. Apirira lokian berean. Izen emateak 12 astun eta gasteleak (opatu, gata) parte-hartze libre. Gehienaz 80 leku, ahal bezain laster izena eman. Xehetasunak eta izen emateak 05 59 25 65 52ra, info@bizimugl.eu edo www.bizimugl.eu

AHTREN AURKA, DIREN TRENBIDEEN ERABILPENAREN ALDE, BIZTANLE GEHIENGOAREN BORONDATEAREN ERRESPECTUAREN ALDE: **DESOBEDIENTZIA ZIBILA!** bizi!

Et comment gérer ses émotions, sa peur et aussi celles de son adversaire, notamment sa violence ! On apprend également nos droits face à la police, comment travailler avec les médias si on le souhaite, et surtout comment organiser de A à Z une action directe non-violente, en terme de répartition des rôles et des tâches indispensables.

Formation interactive

C'est très interactif, et ça donne en plus pas mal la pêche, même au formateur que je suis ! Et à chaque fois, ces stages sont aussi l'occasion pour des militants de différentes causes, mais issus de la même région, de se rencontrer, de créer du lien, et en général, d'amorcer une relation qui les conduira à agir ensuite en solidarité les uns avec les autres. Depuis, nous avons développé des stages spécialisés (clown activisme, grimpe militante, vidéo activisme, media training, stratégie...) en fonction des besoins des militants. Nous formons aussi des formateurs/trices pour tenter d'autonomiser au maximum les groupes qui font appel à nous.

De stages en stages (plus de 130 jusqu'à ce jour), nous avons constitué un large réseau d'individus qui ont bien voulu nous laisser leurs contacts pour être informés des appels à l'action des collectifs qui nous sollicitent. Parce qu'en plus de former à l'action, nous essayons de renforcer sur le terrain les actions des autres, quand ils le souhaitent. Il nous arrive donc d'intervenir auprès de travailleurs en grève, d'habitants en butte à des projets destructeurs pour l'environnement, ou d'organisations militantes engagées dans la défense de nos droits.



Bada "jende" eta "jende"

Gainekotx

«Iragan larunbatean izigarriko jendea omen zuxun Baionan. Nere auzoak erran dataxu ezin hurbildua zela, seguraz ere zoldengatik zuxun...» erraiten zidan ezagun batek igandean.

«Alta komertsanten arabera astezkenean, gaizki abiatiak zituxun aferak... Bitxi kausitzen dixut erraiten duxuna...» erantzuten diot.

Eta bet-betan orroitzen naiz Bainako taldea rubian ari zela, Top 14 delakoaren karietara!

Hara larunbateko jendezionearen kausa!!

Alabainan, zerk du jendea trumilka hurbilarazten Baionara? Udan herriko pestek, neguan rubi partidek!!

Badira ere, eta bereziki jaz izan dira, itxaropenez bete gaituzten erretreten erreformaren kontrako manifestaldiak guttitan bezala jendetsuak, eta berriki, Abiadura Haundiko Treinaren proiektuaren kontrako. Egia da ez dela erretx otoaren uztea halako jendea delarik herrian ez balinbada biziki goiz heldu, hobe da haatik denboraren hartzea otoa plantan aparkaturik uzteko! Bestela, eta badaikit zertaz ari naizen nihauri gertatu baitzaut, ixun baten biltzeko hirrisku gorrian zira.

Bainan zoazi Baionara rubi partida bat delarik, erraiten dautzut otoa nun nahi uzten ahal duzula, trotuarraren gainean erdia edo osoki, bide bazterrean berdin pasaia tratatzen duzula, belardi baten gainean, hots burutik pasatzen zaizun tokian; lasai... ez duzu deus hirriskatzen, ez da jendar-me bat ageri eta ez dut sekulan entzun norbaitek isun bat bildu zuela!

Bestalde, noiz dira pleini Baionako komertsantak?

Abiadura Haundiko Treinaren kontrako manifestaldia delarik!

Egun hortan hirirat hurbildu diren jendeak poxolu ziren... bainan rubirat heldu diren horiek ez...

Zer bitxikeria, alta erraiten dautzut gehiago direla eta ez baitezpada axolatuak...

Iduriz, jendezione guziak ez dira berdinak.

□

BARTHÉLÉMY CAMEDESCASSE

Militant de Bizi!



Desobeir.net

Pour se former à l'action directe non-violente qui unit efficacité et appui populaire

Comment définir et présenter la non-violence à des militants qui ne connaissent pas ça ?

Quel est son intérêt et sa force ?

La non-violence est pour moi un moyen d'expression et de lutte performant qui s'attaque aux valeurs d'un système inégalitaire sans atteinte à l'adversaire mais plutôt à ce qu'il représente.

Elle s'accompagne très souvent dans l'action de désobéissance civile afin de montrer les absurdités du système et la volonté de ne pas les accepter.

Les intérêts de cette stratégie par rapport aux modes d'actions violents sont nombreux.

Face à la puissance et aux réactions violentes de nos dirigeants, la violence peut avoir des effets contre-productifs (mauvaise médiatisation, perte de civils, etc.).

Au contraire, la non-violence déstabilise l'adversaire qui pourra difficilement répondre violemment sans être décrédibilisé par les médias et la population.

L'appui de la population est donc plus important, le message passe bien, et le rapport de force s'inverse.

Quels genres de formations as-tu suivi ?

La non-violence s'apprend. Pour cela, j'ai suivi la formation des désobéissants qui est une formation à la fois théorique et pratique sur l'action directe non-violente.

Qu'est-ce que ça t'a apporté ?

Cela m'a apporté la capacité de préparer et d'organiser une ou plusieurs actions dans le but d'atteindre un objectif fixé.

De plus, on apprend à se responsabiliser dans l'action, à assumer ses actes, à évaluer sa prise de risque (on choisit, en fonction de ses compétences et des risques judiciaires que l'on est prêt à assumer, son rôle dans l'action).

J'y ai aussi appris l'écoute et le respect des autres militants mais aussi de l'adversaire.

En quoi penses-tu que les militants (ici définis comme personnes souhaitant agir de façon individuelle et collective pour réussir à mettre en pratique des projets qui leur tiennent à cœur) ont intérêt à participer à ces formations ?

Je pense que tout militant a intérêt à suivre ce genre de formation car elles sont très complètes.

On y comprend ce qu'est la non-violence (de manière théorique mais aussi sous forme pratique et de jeu), l'intérêt de former un groupe affinitaire autour d'un même objectif.

On apprend aussi à organiser une action dans sa globalité (écriture du scénario, du plan B, prise en compte de tous les acteurs, médias, adversaires, estimation des risques juridiques et comment réagir face à la police).

Je pense aussi que toute personne non militante peut accéder à ces formations car on y découvre vraiment une autre façon de militer, avec divers exemple d'actions (Clowns, escalade, techniques de blocage).

Cela permet enfin de rencontrer tout un tas de gens de sa région et de constituer un groupe de personnes prêt à rejoindre différentes luttes.

Une recommandation ?

Je recommande vivement à tout militant ces formations car elles sont à la fois très complètes, ludiques et amusantes.

Le meilleur moyen ensuite de mettre en pratique ce que l'on a appris est de rejoindre un groupe comme Bizi! ou de créer son propre groupe affinitaire.

□

PS : Plus d'informations sur le site des Désobéissants : www.desobeir.net



Est-ce que les 35h sont verrouillées^(1/2)

Quelques questions-réponses rapides sur les 35h pour (presque) tout savoir sur les 35h

"Oui, nous devons déverrouiller les 35 heures, qui n'existent déjà plus réellement. Cela doit permettre aux Français, pour ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, de travailler davantage en gagnant plus, deux heures, trois heures, sans avoir recours forcément aux heures supplémentaires qui ont beaucoup coûté à l'Etat et à l'économie française". (...) "Le monde a changé depuis 1997 et nous aussi (...) Est-ce que dans le monde tel qu'il est avec la concurrence que nous connaissons, est ce que nous pouvons nous permettre d'être sur des idées des années 70, 80, 90 ? Non ! Il faut donc dépasser la question des 35h (...)" (Manuel Valls)

Voici quelques questions-réponses tirées de www.democratie-socialisme.org qui montrent que les propos ci-dessus tiennent plus du syllogisme que du bon sens.

1°) Est-ce que les 35 h sont «verrouillées» ?
Il n'y a aucun verrou. D'aucune sorte. Les 35 h ne sont que la durée légale du travail. Elles ne sont que le seuil de déclen-

chement des heures supplémentaires. Le seul verrou existant est la durée maximale qui est de 48 h hebdomadaires. Avec les 35 h il y a place pour 13 h supplémentaires hebdomadaires, davantage qu'avec les 39 h où il ne pouvait y avoir que 9 h supplémentaires par semaine.

2°) Est-ce que les 35 h n'existent déjà plus réellement ?

Les 35 h existent. Elles s'imposent même à 100 % des salariés, à 100 % des employeurs. C'est une durée légale d'ordre public social valable dans toutes les entreprises, toutes les branches, tous les métiers, tous les statuts.

3°) Est-ce qu'à cause des 35 h on travaille moins que les autres pays ?

Mais non bien sûr ! Nous sommes dans la moyenne européenne : la durée hebdomadaire du travail en 2007 de l'ensemble des actifs était de 37 heures en France, pour 37,3 heures en moyenne dans l'Europe des 15. C'est presque une heure de plus qu'en Allemagne (36,2 h), une heure et demie de plus qu'au Danemark (35,5 h) et dans les pays Nordiques, et presque cinq heures de

plus qu'en Hollande (32,2 h). Mais bien moins qu'en Grèce, au Portugal... (Cf. «Salariés si vous saviez ?» Ed. La découverte, 2008). Car, surtout ce sont les pays les plus pauvres qui ont les durées du travail les plus longues ! Et les plus riches les durées du travail les plus courtes !

4°) Est-ce que les 35 h sont une idée des années 70, 80, 90 ?

C'est un progrès historique. L'histoire du code du travail EST l'histoire de la réduction du temps de travail. De 1840 à 1920, il a fallu 80 ans pour passer de la journée de 17 h à la journée de 10 h. de 1936 à 200 il a fallu 70 ans pour passer de 40 h à 35 h : en 70 ans, on a réussi en pratique, dans les faits, dans la vie réelle, (malgré une guerre mondiale et deux guerres coloniales) 4 choses en même temps :

- produire plus
 - créer plus d'emplois
 - travailler moins longtemps
 - gagner plus
- (...)



L'Agenda de la Fondation

L'HISTOIRE DU PAYS BASQUE :

Samedi 22 janvier 2011

10h00 : «Prehistoriatik Erdi Arora» avec **Antton Curutcharry** (conférence en euskara)

14h30 : «Nafarroako Erreina» avec **Antton Curutcharry** (conférence en euskara)

Samedi 29 janvier 2011

10h00 : «1789 aintzineko Euskal Herria / Aro moderno» avec **Peio Etcheverry** (conférence en euskara)

14h30 : «1789 ondoko Euskal Herria / Aro garaikidea» avec **Peio Etcheverry-Aintchart** (conférence en euskara)

Ces 4 conférences seront au siège de **Laborantza Ganbara à Ainhice Monjelos**

Samedi 5 février 2011

10h00 : «De la préhistoire au Moyen Age» avec **Philippe Mayté**

14h30 : «Le Royaume de Navarre» avec **Antton Curutcharry**

Samedi 12 février 2011

10h00 : «Le Pays Basque avant 1789 / Epoque moderne» avec **Peio Etcheverry**

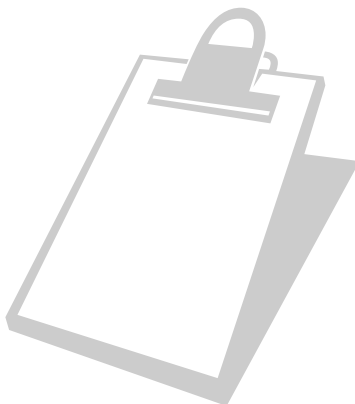
14h30 : «Le Pays Basque après 1789 / Epoque contemporaine» avec **Peio Etcheverry-Aintchart**

Ces 4 conférences seront à la **Fondation Manu Robles Arangiz (20 rue des Cordeliers – Bayonne)**.

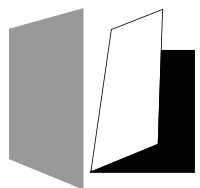
Infos : www.arhpb.org

FORMATIONS DE BIZI! & MRA

Week-end de formation à l'action non-violente les 22 et 23 janvier à Ustaritz avec **Xavier Renou des Désobeissants**, et des militant(e)s de Bizi !



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



dierazpena

kal herritarrek erabakitakoa errespetatzeko konpromisoa hartu behar du, horretarako berme eta bitartekoak ezarri.

Honenbestez:

Nazioarteko komunitateak egiaztatu ahal duen su-eten iraunkor eta orokorra adieraztea erabaki du ETAK. Horixe da behin betiko konponbiderako prozesuarekiko eta konfrontazio armatuaren amaierarekiko ETAK duen konpromiso irmoa.

Erantzukizun historikoarekin jokatzeko garaia da. ETAK, Espainia eta Frantziako agintariei dei egiten die, errepresio neurri oro indargabetu eta Euskal Herriarekiko ukazioa behin betiko alboratu dezaten.

ETAK, prozesu demokratikoa sustatzeko eta burura eramateko ahaleginean eta borrokan etsi gabe jardungo du, Euskal Herrian egiazko egoera demokratikoa erdietsi arte.

**GORA EUSKAL HERRIA ASKATUTA! GORA EUSKAL HERRIA SOZIALISTA!
JO TA KE INDEPENDENTZIA ETA SOZIALIS-
MOA LORTU ARTE!**

Euskal Herrian, 2011 ko urtarrilaren 8an
Euskadi Ta Askatasuna E.T.A.

ment espagnol

se toute question au terme de sa déclaration. «*La déclaration d'ETA a suscité beaucoup d'espoirs, et il est normal que le gouvernement exprime son point de vue*». Façon de rappeler qu'il n'avait pas l'intention de laisser ETA occuper seul le champ médiatique. «*Il est évident qu'ETA veut être garant d'une hypothétique négociation. Ils veulent tirer un bénéfice politique de la fin de la violence*». Pas de négociation politique avec les terroristes! Fermez le ban!

Les derniers mots de Rubalacaba ont été à l'adresse de la gauche abertzale. Il a réaffirmé qu'une déclaration de cessez-le-feu ne sera pas suffisante pour sa légalisation. «*Batasuna a deux options, et seulement deux: ou bien ETA renonce à la violence de façon définitive et irrévocable, et il est clair qu'aujourd'hui il ne l'a pas fait, ou bien Batasuna rompt clairement ses liens avec ETA, et cela ne s'est pas encore produit*». Rubalcaba a achevé son intervention en martelant sa position: «*Le passé ne reviendra pas. Cela doit être clair pour ceux qui veulent prendre à nouveau part dans la vie politique*».

... d'Abertzaleen Batasuna

SUITE à la parution du dernier communiqué d'ETA, Abertzaleen Batasuna entend préciser ce qui suit:

● Une déclaration de trêve permanente et vérifiable est une bonne nouvelle depuis longtemps espérée, c'est aussi un pas important et positif car ce communiqué reprend l'esprit de la déclaration de Bruxelles et les grandes lignes de l'accord de Gernika que nous avons co-signé.

● Les Etats espagnol et aussi français se doivent, dès à présent, de prendre certaines initiatives audacieuses, en respectant scrupuleusement tous les droits civiques et politiques, l'expression politique de tout citoyen basque, et en activant une politique pénitentiaire qui respectera les droits élémentaires et fondamentaux de tous les prisonniers politiques basques.

● Il nous semble tout aussi évident, que nous continuerons pour notre part à réclamer à ETA la fin définitive de toute stratégie politico-militaire.

● La reconnaissance du Pays Basque en tant que sujet politique à part entière, le droit à l'autodétermination ou le droit à consultation et enfin la normalisation politique tant désirée, ne s'obtiendront que par le biais d'une confrontation démocratique, déterminée, civile et pacifique.

AB se tient prêt, dans la mesure de ses moyens à contribuer à la mise en place d'un processus novateur qui suscitera un réel espoir de paix durable et juste dans l'intérêt des droits historiques d'Euskal Herria. Pour finir, nous souhaitons dénoncer les deux arrestations qui ont eu lieu ce mardi matin à Ciboure et Zarautz. Cette répression est bien la preuve que les Etats français et espagnol ne souhaitent pas parvenir à la résolution du conflit en Pays Basque. Ainsi nous nous demandons à Abertzaleen Batasuna qui du Pays Basque ou de la France et de l'Espagne a le plus besoin de la lutte armée?

... d'Ezker abertzalea (ex-Batasuna)

SU eten iraunkor, orokor eta egiaztagarri bat abiatzeko ETA erakundeak harturiko erabakiak bake eta konponbide demokratiko marko baterantz era atzeraezinean aurrera egiteko aukera irekitzen du argi eta garbi. Fase politiko berri bat bultzatzeko erabakigarria eta irismen historikoa duen aldebakarreko erabaki ausart baten aurrean gaudela deritzogu.

Ezker Abertzalearen iritziz ETAK adierazirik iraunkor, orokor eta egiaztagarriak Nazioarteko Komunitateak Bruselan zein euskal jendar-tearen sektore zabalek Gernikan ETA zein Gobernu espainiarrari eginiko eskaerari era positiboan erantzuten dio, bermaturiko indarkeria eza eta normalizazio politikoko agertoki bati ekarpen gisa.

Prozesu Demokratiko bat garatzeko Ezker Aber-tzalearen apustuan sakontzera dator su eten erabaki hau, euskal indar politiko guztien arteko elkarrizketa eta negoziazio prozesu barneratzaile eta integral bat garatzeko ataria litzatekeen normalizazio politikorako oinarritzko baldintzak sortuz. Horregatik, Bruselako Adierazpeneko ordezkariak duela aste batzuk iragarritako Nazioarteko Harreman Taldea mar-txan jartzeko baldintzak betetzen direla derit-zogu.

Estatuak, PSOEren Gobernuak, klase politikoak oro har eta eragile sozial eta sindikalek

horren garrantzitsua den ekimena bere neurrian baloratu behar lukete, arduraz eta euskal gizarteak zein nazioarteko komunitateak eskatzen duten erantzukizunez, gatazka politikoa eta bere ondorio lazgarriak behin betiko gainditzeko. Eskaera bera frantziar gobernuari luzatzen diogu, daukan inplikazio eta ardurarengatik. Beraz, espero dugu ETAK harturiko aurrekaririk gabeko erabakiaren balioa gailenduko dela aukera politiko bakoitzaren inertzia klasikoak mantentzera datozen adierazpen eta jarreretatik harantzago. Eta ireki dadila euskal jendartearen gehiengoak, eta baita espainiarrak ere, desio duten agertokia eraikitzeko fasea. Zentzu horretan, ETArek adierazpena nahikoa den edo ez, bere burua zaindarizat jotzen duen ala ez edota bere desagertzea ez duela aipatzen esatera mugatzeak, adierazpenaren edukia gutxiesteko eta jendartea nahasteko saiakera arduragabeak baino ez dira.

Azkenik, Ezker Abertzaleak "Zuik Euskal Herria" ebazpenean oinarrituriko apustu politikoa berresten du. Bide politiko eta demokratikoe-kiko konpromiso argia duen proiektu politiko eta organizatibo berri bat bultzatzeko bere konpromisoa berresten du. Horretarako, herri eta auzoetan lanean murgiltzera dei egiten dugu euskal jendartea, ilusioz eta konpromisoz, bake eta konponbide demokratikoa oinarri izango dituen etorkizuna eraikitzeko.

... d'Aralar

POUR Aralar la déclaration d'ETA est d'une grande importance, mais n'est qu'un premier pas dans l'accomplissement de l'Accord de Gernika. Aralar demande à ETA de se conformer pleinement à cet accord qui demandait à l'organisation armée l'annonce d'un dépôt des armes irrévocable et unilatéral. «*Le communiqué d'ETA ne satisfait pas*

à cette demande pourtant nécessaire à la crédibilité et à la pérennité de la décision» ont déclaré Patxi Zabaleta, Jon Abril et Rebeka Ubera au nom du parti de gauche.

Ils ont également souligné le manque de cohérence du dernier passage du communiqué.

(Suite page 10)





Réaction au cessez-le-feu... (suite)

... d'Aralar

 (Suite de la page 9)

«ETA doit renoncer à l'intention qu'il exprime de s'impliquer dans le processus politique ou de l'impulser ou de lutter pour ce processus. La société civile du Pays Basque et ses ac-

teurs politiques et sociaux ne peuvent accepter une telle ingérence dans le débat démocratique».

Les porte-parole d'Aralar ajoutent que le rôle des acteurs du Pays Basque est d'œuvrer pour que le processus avance. Ils remercient

tous les médiateurs internationaux qui œuvrent dans ce sens, notamment les signataires de la Déclaration de Bruxelles. A l'avenir, leurs efforts auront encore davantage d'importance, ont ajouté Zabaleta, Abril et Urbera.

... de Jean-Noël Etcheverry

Manu Robles-Arangiz Fundazioa / ELA

QUEL que soit l'avenir de ce cessez-le-feu, il faut tout d'abord souligner que l'on sent bien que ce n'est pas ETA qui dans la situation actuelle marque sa ligne stratégique à la mouvance Batasuna. C'est un fait éminemment important et qui rend d'autant plus inexcusable l'illégalisation de Batasuna, la procédure contre Aurore Martin etc.

L'Europe doit faire pression sur l'Espagne pour exiger d'elle une normalisation démocratique immédiate en Pays Basque. Quant à un immobilisme des deux Etats (sur la question des prisonniers et réfugiés politiques par exemple, ou plus généralement

de leur rapport à la question basque) quels que soient les prétextes de prudence et de méfiance — quant à la sincérité de cette nouvelle trêve — sur lesquels il entendrait se justifier, il serait politiquement fautif car — comme par le passé — il renforcerait les positions des tenants d'un retour à la lutte armée contre celles des partisans d'un caractère définitif de ce cessez-le-feu.

Or, tout le monde dans la société basque, qu'il se sente français, espagnol ou basque, aspire aujourd'hui à la même chose: que soient données toutes ses chances à la paix. Paris et Madrid doivent à leur tour répondre à cette aspiration unanime.



Jean-Noël Etcheverry

... de Michel Berhocoirigoin

Président d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara

LA déclaration d'ETA est un grand pas, le pas le plus important jamais réalisé. Le sous-estimer ou le mépriser revient à regretter le temps de la lutte armée. Un vrai processus de négociations doit s'engager avec l'implication loyale des Etats français et

espagnol. ETA a déclaré également être prêt à faire d'autres pas. Ceux-ci doivent se concrétiser en laissant définitivement la question politique basque aux seuls acteurs politiques et sociaux. La seule confrontation acceptable

est la confrontation démocratique et non violente.

Espérons enfin que les aspirations exprimées en Iparralde, toujours mises à l'écart avec l'argument de la situation en Hegoalde, seront traitées avec plus de considération.

Manifestation de soutien aux preso

Manifestation multitudinaire, samedi 8 janvier après-midi à Bilbao. A l'appel des partis de la gauche abertzale, des dizaines de milliers de personnes ont réclamé pour les prisonniers politiques basques l'amélioration de leur sort: "Egin dezagun urratsa!" Tout s'est bien passé, mais le message tant attendu d'ETA n'y a pas été lu.





Aurore Martin

L'inacceptable arrêt de la Cour de Cassation

A PRÈS que de nombreux acteurs ont manifesté leur opposition à cette décision en mettant en avant le grave risque de violation des Droits de l'homme, l'extradition d'Aurore Martin vers l'Espagne a été acceptée par la Cour de Cassation. Cette mesure est inacceptable pour ELB. Le risque de torture et de 12 ans d'emprisonnement peut désormais devenir effectif à l'encontre d'Aurore Martin poursuivie pour le seul fait de ses opinions politiques. La France collabore avec l'Espagne pour que celle-ci puisse durement réprimer des activités qui sont pourtant considérées comme tout-à-fait légales par la France elle-même.

La diversité de points de vue a tout-à-fait sa place dans la société, aussi bien dans la vie politique que syndicale. Ce pluralisme est la base des états démocratiques, en plus d'être une richesse certaine. Cette violation du droit d'opinion nous ramène au souvenir de jours bien sombres. Ce qui se passe aujourd'hui est un premier pas très préoccupant et dangereux pour nos libertés.

Alors qu'une ère nouvelle s'ouvre en Pays Basque, les Etats français et espagnol agissent délibérément pour s'y opposer. La société basque exprime plus que jamais son envie et la nécessité d'un processus de paix. C'est dans ce sens que doivent converger les efforts et initiatives des ci-



Aurore Martin

toyens, des acteurs sociaux et politiques, des élus et évidemment de la France et de l'Espagne aussi.

Pour dénoncer avec fermeté ce qui se passe aujourd'hui, ELB appelle les paysans à participer à toutes les initiatives qui seront organisées en ce sens.

ELB

Tout augmente

2 010 n'aura pas été une bonne année pour celles et ceux qui ont l'idée saugrenue de vouloir travailler en Hegoalde. Le mois de décembre s'est achevé avec un total de 178.000 demandeurs d'emploi dans les quatre provinces, 10.000 de plus (+6%) que fin 2009. Sur les 340.000 contrats de travail signés en 2010 en Hegoalde, seuls 24.000 (7,06%) étaient des CDI. La souplesse accrue de licenciement et d'embauche voulue par le gouvernement Zapatero (décret-loi 35/2010 de juin dernier) aura donc eu autant d'effet sur l'amélioration du marché du travail qu'une lotion capillaire sur le crâne de Rubalcaba.

Le Bizkaitar est le moins verni s'il veut travailler (+8% de chômeurs supplémentaires en 2010) et le Gipuzkoar le plus chanceux («seulement» +2,5% de croissance du nombre de demandeurs d'emploi). La Navarre de l'UPN et du PSN conserve aisément

son leadership en matière de files d'attente aux agences pour l'emploi: 13,93% des gens qui veulent du boulot n'en trouvent pas.

En Hegoalde (comme partout ailleurs) mieux vaut être un homme si on pense qu'on est ici-bas pour bosser. L'année dernière, l'emploi des femmes s'est dégradé de 9% et celui des hommes d'un petit 3,3%. Les jeunes qui veulent trimer (si, si, il y en a!) doivent patienter chez papa et maman: +38% de jeunes en recherche de premier emploi.

Seule bonne nouvelle: l'emploi dans l'industrie d'Hegoalde a crû de 7% en 2010. Le redressement est amorcé.

En Espagne le nombre de chômeurs s'élève à 4,1 millions (+4,5% en un an). Mais pour Zapatero et Rubalcaba, ce chiffre n'a aucune importance: ce qui compte c'est le nombre de militants de la gauche abertzale qu'on embastille ou qu'on extrade.

Laburzki

● **ETA au rendez-vous.** 10 janvier: le communiqué tant attendu est enfin là. ETA annonce une trêve durable et vérifiable.

On pensait qu'elle allait se produire pour la manif de samedi à Bilbao: la voilà, avec deux jours de retard.

Entre temps ETA aura fait parler d'elle d'abord par une cache découverte près de Lascaux, révélée le 4 janvier. Elle contenait 250 kilos de nitrate d'ammonium. Puis le 6 janvier par la fuite de deux automobilistes en interceptés par les gendarmes de Meurthe-et-Moselle. Ils se seraient évanouis dans la nature. On les cherche encore.

● **L'extradition politique d'Aurore Martin.**

Les soutiens à la militante menacée d'extradition immédiate continuent à se manifester. Parmi eux, une tribune libre parue le 5 janvier en pages générales de *Sud Ouest*, intitulée: "Mandat d'arrêt: une jurisprudence Aurore Martin", et signée de l'avocat bayonnais Jean-René Etchegaray et du professeur de droit, également bayonnais, Henri Labayle. Un article de haute tenue juridique, avec le constat du piège constitué à la fois par le MAE et par l'aval anti-terroriste de la Cour de Strasbourg et des institutions européennes. Article se terminant par la superbe citation de Pascal: "Plaisante justice qu'une rivière borne! Vérité en-deça des Pyrénées, erreur au-delà"...

● **Le vent du boulet pour Xarlo.**

Nouvelle frayeur en début de semaine dernière à propos d'un éventuel MAE sur l'Hazpandar Xarlo Etxezaharreta. L'ex-élu d'Udalbiltza, emprisonné en Espagne pour cette unique raison, en attente du procès finalement tenu l'été dernier sans lui, était convoqué le 6 janvier à la gendarmerie de Labastide-Clairance. Il ne s'agissait en fait que d'une citation ancienne en provenance de Madrid, quelque peu égarée en cours de route! Mais Xarlo, déjà échaudé, se tient sur ses gardes. Le verdict Udalbiltza devrait tomber le 20 janvier



Xarlo Etxezaharreta



Euskaltzaindia (III)

● Jean Haritschelhar

Sil mai 1968 est une date qui compte en France, octobre 1968 représente une date capitale pour l'évolution de la langue basque. En effet, les 3, 4 et 5 octobre Euskaltzaindia a organisé un Congrès dont le thème majeur est une réflexion approfondie sur "*l'euskara batua*".

Il y a quelques années que ce sujet préoccupe un certain nombre d'écrivains basques qui, finalement, vont se réunir à Bayonne en 1964 et formuleront des réflexions et des directives novatrices fort intéressantes.

La première réunion de 1968 qui rassemble les académiciens à Bilbao a pour but d'organiser les noces d'or d'Euskaltzaindia (1918-1968) et, ce jour-là, le poète Aresti propose la réunion d'un congrès qui porterait sur la mise en marche de la langue standard, langue commune à l'ensemble du Pays-Basque, proposition qui est adoptée à l'unanimité.

C'est ainsi que le congrès se tiendra à Aranzazu, ce haut lieu de la résistance basque, en octobre 1968, cinq rapporteurs étant nommés, chacun ayant à traiter d'un thème spécifique. Manuel Lekuona, le président de l'époque, traite de la nécessité de l'unité de la langue, Luis Mitxelena de l'orthographe, Luis Villasante de la forme des mots, Ambrosio Zatarain des mots nouveaux et Salbador Garmendia de la déclinaison.

Dans son intervention Luis Mitxelena titu-

laire de la chaire de langues et littératures indo-européennes à l'Université de Salamanca établit la philosophie du Congrès et marque la feuille de route. Il est l'homme de la situation, le linguiste de haut niveau que tout le monde respecte. Pour lui, s'engager dans la voie de l'unification est une question de vie ou de mort pour la langue basque et, après avoir fait remarquer qu'Euskaltzaindia est dans son rôle pour faire des propositions, elles devront être approuvées ou non par le peuple euskaldun. D'autre part, il propose afin d'être efficace d'aller du simple au compliqué, de ce qui est facile à réaliser à ce qui sera malaisé: en premier lieu l'orthographe, puis la forme des mots anciens, la naissance ou l'emprunt des mots nouveaux, la morphologie nominale et verbale et enfin la syntaxe. Sa contribution traite de tous ces thèmes et trace des voies de compromis futurs absolument nécessaires, le "*hautsi-mautsi*" réaliste.

Tous les "*euskaltzain*" avaient en mémoire les Congrès de Hendaye (1901) et de Fontarrabie (1902) destinés à unifier l'orthographe et l'échec total de cette entreprise, la création d'"*Euskaltzaleen Biltzarra*" d'une part et d'"*Eusko Eснаlean*" d'autre part, chacun gardant sa propre orthographe, française au Nord, espagnole au Sud. Mais six décennies plus tard, quoique en plein franquisme, l'esprit n'est plus le même. Euskaltzaindia, l'Académie de la langue basque est née et



Pour Luis Mitxelena s'engager dans la voie de l'unification était une question de vie ou de mort pour la langue basque."

occupe sa place dans la culture basque, d'autant plus qu'elle rassemble des représentants de tous les dialectes basques. Quelques exemples illustreront la démarche commune. Au rayon des voyelles le *y* disparaît (on le laisse au grec) mais on y ajoute le *ü* souletin. Dans les consonnes sibilantes *z*, *s*, *x*, la dernière correspond au *ch* français et dans les affriquées *tz*, *ts*, *tx*, la dernière représente le *ch* espagnol. Quant au graphème *h* c'est celui qui pose d'autant plus de problèmes qu'il n'est plus utilisé en Hegoalde. Le "*hautsi-mautsi*" entre le Nord et le Sud s'effectue de la manière suivante: à l'exemple du Nord le *h* est adopté en initiale du mot ainsi qu'entre deux voyelles; par contre les occlusives aspirées *ph*, *th*, *kh* perdent leur aspiration, de même qu'à la suite d'autres consonnes (alaba et non alhaba).

Les journaux et la presse en général adoptent la nouvelle orthographe et comme le gouvernement basque en fait autant, le ministre de l'Education l'impose dans le système scolaire ce qui fait que, à partir de 1982, toutes les générations d'élèves d'Hegoalde baignent dans la nouvelle orthographe. La marche vers l'unité de la langue est amorcée. Elle se poursuivra.

Sur votre agenda

Urtarrila:

● **Samedi 15, 16h, BIARRITZE** (Auditorium de la Médiathèque). Table ronde "*Utilisation de l'image dans les médias basques, image du Pays Basque dans les médias*" avec Ximun Carrère, Eneko Gorri et Rémi Rivière. Entrée libre.
● **Larunbata 22a, 2etatik 5etara, IRISARRI** (Ospitalea). Idazketa

tailerrak Itziar Madinak alaiturik.

● **Samedi 22, 21h, BAIONA** (Kalostrape, 22 rue Marengo). Concert "*Es lo que hay*" taldearekin au profit d'Integrazio Batzordea. Entrée 8 €.
● **Jusqu'au 4 février, de 8h30 à 12h et 13h30 à 17h, BAIONA** (CCAS de Ste Croix, 30 place des Gascons). Exposition "*Imagine l'Art avec Picasso*".



**EYSKAL HERRIKO
LABORANTZA GANBARA**

15/01/2005 - 15/01/2011

Après six années de travail et de ténacité, Euskal Herriko Laborantza Ganbara veut s'insérer dans le long terme dans la perspective d'un horizon dégagé. Le 15 janvier prochain nous célébrerons ce sixième anniversaire et vous appelons à participer à cette importante journée qui se tiendra à **Ainhice Mongelos** !

En voici le programme :

- 9h45 : Film LURRAMA 2010

- 10h00 : Bilan d'activité 2010 et perspectives 2011.

Présentation de quelques nouveaux chantiers engagés : animation *Natura 2000 de la Rhune*, mise en place de l'**observatoire économique**, réservation du **foncier agricole** lors de l'élaboration des documents d'urbanisme, etc...

- 11h30 : Point sur le travail de *EHLGren Lagunak*, comptes 2010 ;

- 12h00 : Intervention de personnalités. Discours de clôture ;

- 12h30 : Apéritif suivi d'un grand repas populaire sous chapiteau, animé par le groupe **KANTUZ**.

Repas à 20 € et sur réservation au 05 59 37 18 82.

Garbure, blanquette de veau et riz piquillos, fromage de brebis, gâteau basque, vins, café, digestif.

La fête se poursuivra en soirée avec les groupes **GHEP** (folk irlandais), **KALAKAN** (voix et percussions), **121 KREW** (rap) et **DJ XA2**. Buvettes et talo assurés.

Sommaire

● CAHIER N°1 ENBATA

Cessez-le-feu permanent, général et vérifiable 4, 9 et 10
Aurore Martin: l'innacceptable arrêt de la Cour de Cassation 11

● CAHIER N°2 «ALDA!» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr